



**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 31/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LEAPARK représenté par PERIAL PROPERTY**

9 Pas d'Artois Bidot  
94100 Saint Maur des Faussés

-----  
Entrepôt situé  
16 rue Albert Einstein  
78 190 TRAPPES

Code AIOT : 0006513671

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement LEAPARK 16 rue Albert Einstein 78190 Trappes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de ses missions de contrôles aléatoires sur les installations classées pour la protection de l'environnement soumises au régime de la déclaration avec contrôle périodique, l'inspection a programmé des contrôles sur des sites inclus dans la zone d'activité de TRAPPES - ELANCOURT.

Un programme de six inspections a été établi ; celui-ci comprenait, entre autres, la société LEAPARK qui loue un entrepôt pour une activité industrielle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEAPARK
- ZA DE TRAPPES ELANCOURT 16 Rue Albert Einstein
- Code AIOT : 0006513671
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le propriétaire de l'entrepôt Lea Park, loue des locaux d'activités sur la commune de Trappes dans la zone d'activité de TRAPPES – ELANCOURT, à la société Jungheinrich France S.A.S.

Cette entité du groupe reçoit et trie, avant réexpédition vers d'autres sites de Jungheinrich et en fonction de leur état de vétusté, des chariots élévateurs et des transpalettes de seconde main, à destination du marché de l'occasion.

Il est à noter que la société Jungheinrich ne loue qu'environ 80 % du site, les 20 % restants, à destination de bureaux, sont inoccupés à ce jour.

L'inspection porte sur la totalité du périmètre du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 22/08/2021 - articles L.511-1, L.511-2 et R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - article 1.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit se positionner sur la qualification des batteries susceptibles d'être présentes sur site (sont-elles, en tout ou partie, des déchets?) et en tire les conséquences en termes de classement au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il doit transmettre, à réception, le rapport de contrôle périodique réalisé par le prestataire désigné, afin de vérifier la conformité de l'installation à la réglementation des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Identification des ICPE exploitées**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/08/2021 - Articles L511-1 et L511-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Identification des ICPE exploitées

## Prescription contrôlée :

### Article L. 511-1:

Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

[...]

### Article L. 511-2:

Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées, établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

Article R.511-9 : nomenclature des installations classées – extraits

« Rubrique 2718 :

Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques [2710](#), [2711](#), [2712](#), [2717](#), [2719](#), [2792](#) et [2793](#).

La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :

1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges : Autorisation

2. Autres cas : Déclaration avec Contrôle périodique

[...]

Rubrique 2925 :

Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').

1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW : Déclaration,

2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs : Déclaration.

*(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers »*

## Constats :

L'inspection souhaite vérifier la situation administrative des activités exercées sur site .

Il est à noter que l'activité relevant de la rubrique 1510 n'a pas été modifiée et que l'entrepôt reste soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique sous réserve de nouveaux classement..

Par mail du 25 novembre 2024, la société Jungheinrich a détaillé les activités qui pourraient être soumises à la réglementation ICPE en fonction des seuils et des thématiques abordées lors de la visite de site :

- Concernant la rubrique 2925.1 (charge susceptible de dégager de l'hydrogène), voici la liste des chargeurs utilisés pour la charge d'appoint des chariots équipés de batteries plomb :

		nombre chargeur	tension (volt)	intensité (A)	Puissance en KW
RDC	zone 1	1	48	60	2,88
		1	24	36	0,864
	zone 2	1	24	60	1,44
		1	24	36	0,864
	zone 3	1	24	36	0,864
		1	24	36	0,864
	zone 4	1	80	80	6,4
		1	48	115	5,52
	zone 5	1	48	105	5,04
		1	48	50	2,4
	zone 6	2	24	35	1,68
		1	80	70	5,6
					seuil ICPE
					34,416
					50kw

- Concernant la rubrique 2925.2 (charge sans dégagement d'hydrogène), voici la liste des chargeurs utilisés pour la charge d'appoint des chariots équipés de batteries lithium :

	Nbre chargeur	KW
Prise pour chargeurs intégrés 25A	12	7
SLH040i	4	4
FFE 24V 100A (110Ah)	3	7,2
FFE 24V 50A	6	7,2
FFE 48V 100A	4	19,2
FFE 80V 100A	1	8
		52,6
		seuil ICPE 600kw

- Dans le cadre de notre activité, nous pouvons être amenés à accueillir un maximum de 30 palettes de batteries plomb.

Au regard de ces éléments, nous avons établi que nous n'étions pas soumis à la réglementation ICPE car en dessous des seuils.

Selon la déclaration de la société Jungheinrich, les seuils de classement de la rubrique 2925.1 (50kW), et de la rubrique 2925.2 (600kW), ne sont pas dépassés.

Cette société déclare tenir à jour le stockage des batteries au plomb présentes sur site, en précisant notamment une quantité maximum de 30 palettes de batterie au plomb.

Elle ne précise pas la quantité de batteries au lithium présente sur site.

Lors de la visite de site, l'inspection constate la présence de plusieurs palettes de batteries présentées comme batterie au plomb (cf photo ci-après):



L'inspection s'interroge sur les caractéristiques de ces batteries : s'agit-il de « produits », en transit avant réutilisation, ou de batteries en fin de vie, reçues en tant que « déchets » ?

Elle demande également à l'exploitant de préciser la quantité maximale de batteries (Plomb et Lithium) susceptibles d'être présentes sur le site, et de se comparer aux seuils de la rubrique 2718 le cas échéant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, avec son locataire le cas échéant, se positionner sur le stockage éventuel de déchets de batteries (plomb et lithium) et justifier de son classement potentiel au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement .

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Contrôle périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Article 1.8.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de la présente annexe, lorsqu'elles lui sont applicables. Ils sont listés en annexe III du présent arrêté. (...)

**Constats :**

L'inspection constate l'absence du rapport de contrôle périodique, lors de séance sur site.

Par mail du 29 novembre 2024, le propriétaire et exploitant du site a transmis un devis de la société SOCOTEC, daté du 21/11/24, référencé 2411EN1D1000035(Rev0), mentionnant la validation le 28/11/24 par la société LEA PARK de la commande pour la réalisation du contrôle périodique au titre de la rubrique 1510 à déclaration avec contrôle périodique.

L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection, à réception, le rapport de contrôle périodique une fois la prestation réalisée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais : 2 mois**